



Direction juridique, foncier et patrimoine  
No A 2022-511

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217701085-20220701-119953-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/07/2022

## ARRETE DU MAIRE

DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE  
SIGNATURE À M.BENOIT BREYSSE,  
ADJOINT AU MAIRE

Le Maire de la Ville de Chelles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, en ses articles L. 2122-18 et L. 2122-20, qui confère au Maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du Conseil municipal,

Vu la délibération du Conseil municipal du 23 mai 2020 fixant le nombre d'adjoints au Maire,

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 mai 2020, constatant l'élection de Monsieur Benoît BREYSSE en qualité d'adjoint au Maire,

Vu l'ordre du tableau du Conseil municipal,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il convient que l'exercice de certaines missions soit assuré par un adjoint au Maire,

### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup> :

L'arrêté n°A2020-275 du 27 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Benoît BREYSSE, en qualité d'adjoint au Maire, est abrogé.

#### Article 2 :

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, délégation de fonctions et de signature est donnée à Monsieur Benoît BREYSSE, en qualité d'adjoint au Maire, pour les questions relatives à l'emploi, à l'insertion, à la proximité et à la politique de la ville.

### **Article 3 :**

A ce titre, Monsieur Benoît BREYSSE pourra, notamment, signer les documents suivants :

- Tous les actes et courriers liés à l'emploi, à l'insertion et à l'orientation professionnelles,
- Tous les actes et courriers afférents à la politique de la ville et aux espaces de proximité et de citoyenneté (centres socioculturels) y compris la structure jeunesse La Boussole.

### **Article 4 :**

Lors des astreintes de nuit, de fin de semaine ou de jours fériés ou chômés, qui lui auront été confiées, délégation de signature est également donnée à Monsieur Benoît BREYSSE, pour les actes suivants :

- Les arrêtés d'admission à titre provisoire en soins psychiatriques,
- Les arrêtés portant interdiction temporaire d'habiter,
- La réquisition d'un médecin ou de toute autre personne dont la présence où l'intervention est requise,
- Le dépôt de plainte au nom de la Commune,
- Tout acte rendu nécessaire par la situation d'urgence à laquelle il convient de faire face.

### **Article 5 :**

Ces délégations de fonction et de signature s'exercent sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

### **Article 6 :**

Monsieur Benoît BREYSSE percevra l'indemnité fixée par la délibération du Conseil municipal.

### **Article 7 :**

Les délégations données subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

**Article 8 :**

Par application de la délibération du Conseil municipal du 23 mai 2020 prise en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, les adjoints au Maire ayant reçu délégation du maire peuvent signer les décisions du maire, relatives aux compétences déléguées par le Conseil municipal. Ainsi, Monsieur Benoît BREYSSE pourra signer les décisions du maire, relatives aux compétences déléguées par le Conseil municipal, pour les domaines visés à l'article 2.

**Article 9 :**

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

**Article 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Chelles,
- Monsieur Benoît BREYSSE,

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2022



**Brice Rabaste**  
Maire de Chelles,

Reçu en Préfecture de Seine-et-Marne le **18 JUL. 2022**

Affiché ou notifié le **18 JUL. 2022**

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois